

Agir ensemble pour protéger le logement social



Le président Mathieu Monot

« C'est l'absence d'une politique nationale ambitieuse en faveur du logement qui place aujourd'hui les organismes devant d'immenses difficultés budgétaires. »



**FLASHEZ CE QR CODE
POUR CONSULTER LES
COURRIERS ADRESSÉS À VOS
PARLEMENTAIRES ET, DEMAIN,
LES RÉPONSES QU'ILS
APPORTERONT**



Chères locataires, chers locataires,

Je vous écris aujourd'hui pour vous alerter sur la crise du logement qui affecte directement notre office HLM et, de fait, votre quotidien.

Vous le savez, avec les équipes de Seine-Saint-Denis habitat, nous agissons chaque jour pour répondre à deux grands défis :

- répondre aux besoins croissants en logements sociaux sur notre département
- et, pour vous, nos locataires, améliorer la qualité du service rendu et poursuivre les nombreux projets de rénovation urbaine en cours.

Ces projets sont essentiels pour transformer nos quartiers, réhabiliter des bâtiments vieillissants, créer des espaces publics modernes, et offrir des logements de meilleure qualité. En somme, ils sont indispensables pour changer la vie dans nos villes.

Malheureusement, nos efforts sont menacés par l'Etat avec la réduction drastique des aides à la rénovation du parc social et, surtout, par des mécanismes financiers qui ponctionnent chaque année près de 7 millions d'euros sur le budget de Seine-Saint-Denis habitat.

Avec la politique libérale menée par les gouvernements successifs d'Emmanuel Macron, l'État nous a abandonnés.

Les contraintes qui nous sont ainsi imposées menacent non seulement la qualité des services que nous vous offrons, mais aussi la rénovation des quartiers et empêche la construction de nouveaux logements.

Sans action forte, la situation financière de Seine-Saint-Denis habitat sera, année après année, de plus en plus dégradée.

Notre office, comme tous les grands offices publics du département (Plaine Commune habitat, Est Ensemble habitat, Pantin Habitat...), est contraint par l'Etat, d'augmenter les loyers de 3,26 %. Je mesure comme cette augmentation subie peut sembler injuste. Elle est néanmoins indispensable pour préserver notre capacité d'action.

C'est l'absence d'une politique nationale ambitieuse en faveur du logement qui place aujourd'hui les organismes devant d'immenses difficultés budgétaires.

Face à cette situation, j'ai décidé d'interpeller le Gouvernement qui, seul, a les moyens d'agir. C'est l'objet de la lettre-ouverte que j'adresse à Madame Valérie Létard, nouvelle ministre du Logement et de la Rénovation urbaine. Je vous invite, si vous le souhaitez, à associer votre signature à la mienne pour exiger des moyens pour Seine-Saint-Denis habitat en signant la pétition accessible via le QR code placé à la fin de ce courrier.

En parallèle, et alors que l'examen du budget 2025 de l'Etat a débuté au Parlement, j'ai écrit à l'ensemble des députés et sénateurs de la Seine-Saint-Denis afin de leur demander leur soutien en déposant des amendements au projet de loi de finances.

Par leur action parlementaire et leur mobilisation, ils peuvent nous aider à obtenir :

1. **La suppression de la Réduction de Loyer de Solidarité (RLS)**, qui limite notre capacité à investir dans l'entretien et la rénovation des logements.
2. **L'augmentation des subventions dédiées à la construction de logements sociaux et leur territorialisation**, afin de répondre à la demande croissante dans notre département, où les besoins sont criants.
3. **Le renforcement des financements des projets de rénovation urbaine**, pour poursuivre la transformation de nos quartiers et améliorer le cadre de vie des habitants.
4. **La prise en compte des particularités d'un territoire comme la Seine-Saint-Denis** qui a des besoins spécifiques et implique un traitement différencié pour rétablir péréquation et justice pour les nos habitants.
5. **La revalorisation des APL et du forfait charge**
6. **La baisse de la TVA à 5.5 % pour le logement** qui est un bien de première nécessité.
7. **Le rétablissement de l'APL accession et le soutien aux Prêts à Taux Zéro** pour freiner la crise du logement et permettre aux ménages de quitter leur logement social pour accéder à la propriété.

Aujourd'hui, c'est le modèle même du logement social qui est en péril si l'Etat ne fait rien.

Un modèle hérité de l'après-guerre, un modèle qui défend des valeurs républicaines et un mode de financement transparent. Ce modèle qui loge plus de 11 millions de locataires dans notre pays, nous devons le défendre et refuser sa destruction.

C'est la bataille que je vous propose de mener ensemble.

Faisons entendre notre voix pour préserver l'avenir du logement social en Seine-Saint-Denis pour toutes et tous !

Sincèrement,
Mathieu Monot



**DÉFENDONS
LES HLM**

**SAUVONS LE
LOGEMENT SOCIAL
EN SEINE-SAINT-DENIS**



SIGNEZ LA PÉTITION
QR CODE À FLASHER POUR SIGNER
LA PÉTITION ET INTERPELLER LA
MINISTRE DU LOGEMENT